



Géocarrefour

Appels à contribution, Archives des appels à contribution

Eric Verdeil

Services urbains en réforme dans le Monde arabe

Note d'orientation en vue d'un numéro de Géocarrefour (vol. 85, 2010)

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Eric Verdeil, « Services urbains en réforme dans le Monde arabe », *Géocarrefour* [En ligne], Appels à contribution, Archives des appels à contribution, mis en ligne le 17 mars 2009. URL : <http://geocarrefour.revues.org/index7013.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Association des amis de la Revue de Géographie de Lyon

<http://geocarrefour.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://geocarrefour.revues.org/index7013.html>

Document généré automatiquement le 22 octobre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Géocarrefour

Eric Verdeil

Services urbains en réforme dans le Monde arabe

Note d'orientation en vue d'un numéro de *Géocarrefour* (vol. 85, 2010)

Les services urbains en réseaux en réforme : questionnements actuels

- 1 La problématique de la réforme des services publics est une question ouverte et largement débattue dans le contexte de politiques économiques marquées par les orientations libérales. L'articulation entre l'organisation de ces services et le territoire représente un champ de questionnement particulièrement intéressant pour les géographes et plus largement, les chercheurs en sciences sociales, en particulier dans l'espace urbain, d'où l'expression de services urbains en réforme. La remise en cause de l'idéal moderne du service universel assuré ou régulé par l'Etat constitue un élément majeur de ces réformes, qu'il s'agisse d'une perception, d'une idéologie ou d'un constat. Or, cet idéal est constitutif du contrat social assurant la cohésion des sociétés contemporaines. Pour les auteurs de l'un des ouvrages les plus marquants de ce champ, cette remise en cause entraîne une fragmentation sociale et urbaine accrue : c'est la thèse du *Splintering Urbanism* (Graham, Marvin 2001). Ils postulent que cette conclusion s'applique non seulement dans le monde américain et nord-ouest européen mais également dans les « pays du Sud ».
- 2 Cette thèse stimulante, ici très brièvement résumée, a suscité de nombreuses recherches visant à l'approfondir et à en développer et nuancer les conclusions. En particulier pour les pays du Sud, des travaux récents lui ont apporté de sérieuses contradictions (Coutard, 2008 propose notamment une instructive synthèse de ces critiques). Un premier problème réside dans la mise en évidence des décalages par rapport au standard du service universel. Si la situation des pays industrialisés peut, dans certains cas, s'analyser comme une régression par rapport à cette référence, telle n'est pas la situation de nombreux pays du Sud où la norme du service universel n'a jamais été effective, voire a constitué un modèle « parodique », comme le montre S. Jaglin à propos de l'Afrique sub-saharienne (Jaglin, 2005). Marvin et Graham font du *unbundling* (la désintégration des entreprises du secteur) des opérateurs des services urbains, en lien avec la mise en place d'une logique de marchandisation accrue, l'un des principaux marqueurs de la transition en cours. Mais dans les pays du Sud, le sens des évolutions est bien plus complexe à caractériser puisque en raison même de l'inachèvement du modèle des services publics universels, on observe une grande diversité en termes de fournisseurs de services, dont une partie sont dans le secteur informel, et en termes de qualité. D'une part, l'introduction de nouveaux partenariats publics-privés et les réformes institutionnelles de ces secteurs ajoutent de la complexité plus qu'ils ne constituent un mouvement d'une situation d'intégration fonctionnelle marquée par la dominance des acteurs publics vers une situation où les acteurs privés auraient le dessus. D'autre part, il convient aussi de souligner les limites du mouvement de réforme malgré un certain nombre d'exemples spectaculaires (Bakker 2003). Souvent, en dehors de quelques capitales ou villes importantes, qui concentrent l'attention et les financements des organisations internationales et les appétits des multinationales ou des groupes capitalistes locaux, et en particulier dans les villes petites et moyennes, on ne constate pas de transformation notable de l'ancien modèle de gestion (pour l'Afrique sub-saharienne, Jaglin 2005).

Des pistes de questionnements pour les pays arabes

3 Dans ces travaux, on trouve toutefois encore peu d'analyses sur la situation des pays arabes, à l'exception du cas marocain, un pays pionnier dans la mise en place de partenariats publics-privés (Haoues-Jouve, 1997, Allain-Mansouri, 2001 ; de Miras, Le Tellier, 2005). La principale référence bibliographique en français date de 2001 et propose un aperçu hétérogène de ces transformations (Chanson Jabbeur et alii, 2001). On peut se demander ce qui explique ce décalage, et si la relative modestie de la bibliographie est un reflet de réformes plus limitées ? Ce texte invite donc à l'approfondissement de ces questions à propos de ces pays, à partir de plusieurs objectifs. Il s'agit de s'interroger sur les convergences avec les transformations évoquées ci-dessus ainsi que sur les éventuelles spécificités des villes arabes. Celles-ci peuvent s'analyser sous plusieurs angles. Malgré des tendances communes en termes de pauvreté urbaine et de croissance démographique et spatiale, les trajectoires sociales et politiques présentent de grandes différences. Le poids de la centralisation étatique et la composante autoritaire de ces régimes doit sans doute être invoqué.

Une mise en perspective historique

4 Au-delà de la nature des héritages coloniaux dans l'organisation de ces services, ce sont surtout les arrangements constitutifs des régimes politiques issus des indépendances, basés le plus souvent sur des Etats centralisés imprégnés sur le plan technique des logiques modernistes, qui doivent être mis au jour. Dans quelle mesure, idéologiquement et pratiquement, se sont-ils appuyés sur l'idée du service universel ? Dans de nombreux cas, cette idée constituait l'horizon des logiques redistributives liées au modèle de l'Etat-rentier ? (Catusse, 2006). Dans les faits, dès cette époque, les limites à la mise en œuvre de ce modèle ont été importantes et ont produit une urbanisation fortement ségrégative et marquée par diverses formes d'exclusions, y compris de ces services. Des stratégies informelles de substitution se sont mises en place, mais dans la contexte d'une régulation sociale et politique de ces quartiers (Signoles, 1999 ; Legros, 2003).

Services urbains, nature des régimes politiques et mécanismes de redistribution

5 Dans la période contemporaine, les évolutions politiques des régimes arabes paraissent marquées par la persistance de modèles politiques autoritaires, à la différence des évolutions vers des logiques politiques davantage pluralistes dans d'autres contextes (Picard, 2006). Comment ces régimes se sont-ils accommodés des réformes dans le domaine des services urbains ? Une double observation permet de préciser cette question. D'une part, on constate que les régimes arabes ont bien, à des degrés certes divers, expérimenté des réformes d'inspiration libérale. Mais, comme plus largement dans les autres secteurs économiques, les réformes du secteur des services urbains (eau, assainissement, électricité, transports publics, déchets, téléphonie...) semblent avoir été partielles, sélectives et largement contrôlées par les pouvoirs publics. Peut-on confirmer l'idée d'un décalage dans le rythme de ces réformes, qui ont commencé dans d'autres pays vers le début des années 1990, notamment sous l'impulsion de la Banque mondiale ? Si oui, ce décalage a-t-il à voir avec des modalités d'intervention différentes des organisations internationales ? Avec un contrôle plus ferme des Etats et une résistance des régimes à ce qui constitue l'un des piliers du contrat social qui assure leur stabilité ? De ce point, l'examen en parallèle d'Etats similaires suivant des voies différentes seraient instructif. Qu'on pense par exemple aux évolutions très contrastées de la Tunisie et du Maroc. Sans doute peut-on lire la diversité des trajectoires réformistes et l'inégale remise en cause du rôle des Etats, en fonction de la nature même des compromis politiques et de la place que la redistribution par les services publics y occupe. Le Liban, où les instances communautaires ou privées occupent historiquement une place laissée ailleurs à l'Etat, nuance ainsi le schéma global et introduit un jeu d'acteurs plus complexe que le face-à-face Etat/habitants. D'autres exemples, pris ailleurs dans des contextes où l'Etat joue un rôle plus

central, pourraient-ils aller dans le même sens ? On peut aussi signaler des transformations graduelles, moins visibles, des modes de gestion des services urbains, comme l'introduction d'une sous-traitance privée et des ajustements tarifaires. Le cas tunisien l'illustre bien. Ces évolutions plus graduelles résultent-elles d'un compromis entre de nécessaires évolutions liées aux performances médiocres dans la distribution de ces services, et une prudence face à des recommandations extérieures plus radicales impossibles à mettre en œuvre sans risque politique ? Sont-elles liées au poids de certains groupes sociaux, comme les salariés et/ou les dirigeants des opérateurs de services publics ou encore les usagers ?

Guerre et évolution des services urbains

- 6 Plusieurs pays arabes sont marqués par des conflits militaires qui s'inscrivent au cœur des espaces urbains. La marginalisation de l'Etat au Liban, en Irak ou, de manière encore plus caricaturale, dans les Territoires palestiniens, se traduit par la déliquescence des services urbains (Signoles, 2004 ; Verdeil, 2008). On pourra s'interroger sur les stratégies mises en œuvre par les autorités publiques mais aussi par les acteurs locaux opérant sur le terrain (milices, groupe d'habitants) face à ces déficiences. Identifie-t-on des dispositifs gestionnaires de crise, susceptibles, dans les cas d'urgence permanente, d'assurer un fonctionnement minimal ?

Ressources naturelles et fonctionnement des services urbains

- 7 Un autre biais pour interroger la spécificité des pays arabes du point de vue de cette problématique est celle des ressources. Dans le domaine de l'eau, l'enjeu de l'aridité est central mais ne doit évidemment pas exonérer de poser la question sociale et politique (Bravard, Honegger, 2005-2006). Dans le domaine de l'énergie et de ses usages urbains (électricité, gaz, transport collectif), l'inégale disponibilité des ressources constitue-elle une question urbaine ? Moins peut être par la configuration des réseaux que par la nature des usages ainsi que les particularités héritées en termes de niveau d'équipement et d'institutions gestionnaires. Quelles sont, vues sous cet angle, les particularités des services urbains et de leur réforme ? On rencontre ici la thématique du développement urbain durable.

La territorialisation des réformes

- 8 De manière plus empirique, en réintroduisant la dimension territoriale, ne peut-on observer une grande différenciation dans les arrangements locaux non seulement entre pays, mais entre différentes villes en fonction des particularités des contextes urbains et des jeux politiques locaux ? A travers ces questions, c'est la notion de modèle de réforme qui est interrogée (Dorier-Apprill, Jaglin, 2002). Il convient également, dans cette perspective, de questionner l'articulation entre les réformes territoriales de type décentralisation, et les réformes sectorielles des services urbains. La complexification des jeux d'acteurs liées à l'émergence de nouveaux pouvoirs locaux et à l'irruption d'acteurs internationaux (type Banque mondiale) ainsi qu'à la place prise par des opérateurs privés d'un nouveau type, doit être analysée dans son impact sur la redéfinition des modalités de fonctionnement des services et sur leur fonctionnement effectif dans le cadre réformé (Signoles 2006).
- 9 Naturellement, la question des effets territoriaux de ces réformes, lorsqu'elles ont lieu, doit être abordée. Les transformations des modes de gestion des services urbains en termes institutionnels, de redéploiements territoriaux (*rescalling*), de nouvelles politiques tarifaires et de gestion de la clientèle, se traduisent-elles, dans les contextes divers que nous avons mentionnés, par un service plus effectif en termes de qualité, de couverture, etc. ? Dans le même temps, quel jugement peut-on porter sur ces nouvelles prestations en termes d'intégration sociale et politique ? Contribuent-elles à l'aggravation des ségrégations ou permettent-elles d'atténuer les tensions sociales ? Comment ces tensions sont-elles prises en compte dans le déroulement même des opérations pour renégocier et ajuster les termes de la prestation, y compris par les opérateurs publics ?

10 Dans tous ces questionnements, l'entrée territoriale est très pertinente pour l'analyse du fonctionnement des services en réseau et de leur réforme, comme l'ont déjà montré de nombreux travaux (Jaglin, 2004). La question de la territorialisation des dispositifs gestionnaires doit être articulée avec celle des modalités de territorialisation d'autres formes d'action collective, en termes de politiques publiques comme de mobilisation politique.

Modalités de réponse

11 Les personnes intéressées sont priées de se signaler auprès d'Eric Verdeil (eric.verdeil@normalesup.org). La sélection des contributions se fera uniquement au vu des articles définitifs, qui seront évalués par des pairs anonymes. Les articles de 40.000 signes respectant scrupuleusement les normes de la revue seront adressées à la revue (geocarrefour@revues.org) pour le 30 septembre 2009. Les articles en anglais sont bienvenus. La parution est prévue au printemps 2010.

Références citées

- 12 Allain-Mansouri B., 2000, *L'eau et la ville au Maroc : Rabat-Salé et sa périphérie*, Paris, L'Harmattan, 254 p.
- 13 Bakker Karen, 2003, "Archipelagos and networks : urbanisation and water Privatisation in the South", *Geographical Journal*, 169 Part 4, pp. 328-341
- 14 Bravard Jean-Paul, Honegger Anne, 2006, La pénurie d'eau : contrainte naturelle ou question sociale ? *Géocarrefour*, Vol.80-4&vol.81-1
- 15 Catusse M., 2006, « Ordonner, penser, classer : les payas arabes au prisme de l'économie politique », in Picard E. (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, A. Colin, pp.215-238.
- 16 Chanson-Jabeur Chantal, André Prenant, Patrick Ribau, Bouziane Semmound (Eds), *Les Services publics et leurs dynamiques au Machreq et au Maghreb : actes du colloque organisé du 19 au 21 mai 1999 à Paris / Groupe de Recherches sur le Maghreb et le Moyen-Orient (GREMAMO), Laboratoire "Société en Développement dans l'Espace et le Temps" (SEDET/ CNRS) . - Paris : L'Harmattan , 2001 . - 691 p.*
- 17 Coutard O., 2008, Placing Splintering Urbanism: Introduction, *Geoforum*, 39, p.1815-1820.
- 18 Dorier Apprill E., Jaglin S., 2002, « Gestions urbaines en mutation : du modèle aux arrangements locaux », *Autrepart*, n°21, *Du local au mondial, gérer la ville*, mars 2002, IRD-Ed de l'Aube, pp. 5-15.
- 19 Graham S., Marvin S., 2001, *Splintering urbanism : networked infrastructures, technological mobilities and the urban condition*, London, New York, Routledge, 479 p.
- 20 Haoues Jouves S., 1999, *20 ans de politique d'assainissement à Casablanca. Enjeux, acteurs et limites. 1976-1997*, Thèse de doctorat, Institut Français d'Urbanisme.
- 21 Jaglin S., dir., 2004, « Services en réseaux, services sans réseau dans les villes du Sud », *Flux*, n°56-57
- 22 Jaglin S., 2005, *Services d'eau en Afrique subsaharienne. La fragmentation urbaine en question*, Paris, CNRS Editions, 244 p.
- 23 Legros O., 2003, *Le gouvernement des quartiers populaires. Production de l'espace et régulation politique dans les quartiers non-réglementaires de Dakar (Sénégal) et de Tunis, (Tunisie)*, thèse de doctorat en géographie, Université de Tours, 486 p.
- 24 Miras C. de, Letellier, J., *Gouvernance urbaine et accès à l'eau potable au Maroc*, Paris, L'Harmattan, 2005, 276 p.
- 25 Signoles Aude, 2004, *Municipalités et pouvoir local dans les Territoires palestiniens. Entre domination israélienne et Etat en formation (1993-2004)*, thèse de doctorat en Sc Politique, Université de Paris I-Panthéon Sorbonne, 690 p. + annexes
- 26 Signoles A., 2006, « Réformes de l'Etat et transformation de l'action publique », in Picard E. (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, A. Colin, pp.239-262

- 27 Signoles P., Kadi G. el-, Sidi Boumedine R. (dir.), 1999, *L'urbain dans le monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Paris, CNRS Editions, 373 p.
- 28 Zaki L., 2005, *Pratiques politiques au bidonville, Casablanca (2000-2005)*, thèse IEP de Paris, 555 p.
- 29 Verdeil E., 2008, « Géopolitique de l'électricité au Machrek », *Maghreb Machrek*, n°95, pp.87-106.
-

Pour citer cet article

Référence électronique

Eric Verdeil, « Services urbains en réforme dans le Monde arabe », *Géocarrefour* [En ligne], Appels à contribution, Archives des appels à contribution, mis en ligne le 17 mars 2009. URL : <http://geocarrefour.revues.org/index7013.html>

Droits d'auteur

© Géocarrefour

Licence portant sur le document : © Géocarrefour